

**DEMANDE D'ATTRIBUTION  
 DE LA PRESTATION EDUCATION**

**ANNÉE SCOLAIRE : 20.. / 20..**

Renseignements fournis à titre confidentiel en vue d'une demande de <sup>(1)</sup> :

**AIDE A L'ÉDUCATION**

**PRISE EN CHARGE PARTIELLE  
 DES INTÉRÊTS BANCAIRES**

**1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX CONCERNANT LE DEMANDEUR**

NOM du demandeur : ..... Prénom : .....

NOM de jeune fille : .....

Né(e) le : ..... à : .....

Département (ou pays, si né(e) hors de France) : .....

Adresse : .....

.....

Numéro de téléphone : travail ..... domicile (ou portable) .....

Armée, direction ou service d'appartenance <sup>(1)</sup> :  Terre  Marine  Air  Gendarmerie

SGA  EMA et services communs  DGA  DCNS  Etablissement public administratif

Autres (à préciser) : .....

Situation de famille actuelle <sup>(1)</sup> :  Célibataire  Marié (e)  Pacsé (e)  Concubin (e)  Remarié (e)

Divorcé (e)  Séparé (e)  Conjoint(e) survivant

Statut <sup>(1)</sup> : .....  Militaire  Civil  Autre <sup>(2)</sup>

Catégorie professionnelle <sup>(3)</sup> : .....

Catégorie d'ayant droit <sup>(4)</sup> : .....

Position statutaire <sup>(5)</sup> : .....

Affectation : .....

Composition de la famille (en distinguant les personnes vivant au domicile (D) du demandeur et en dehors du domicile (HD) du demandeur à titre onéreux et en indiquant uniquement les enfants fiscalement à charge :

NOM	PRÉNOM	LIEN DE PARENTÉ	D ou HD	DATE ET LIEU DE NAISSANCE	SITUATION PROFESSIONNELLE OU SCOLARITÉ
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....

<sup>(1)</sup> cocher la case utile.

<sup>(2)</sup> conjoint ou pacsé ou concubin survivant d'un ressortissant, ou tuteur légal de l'enfant, ou orphelin majeur lui-même.

<sup>(3)</sup> préciser : officier de carrière, officier sous contrat, sous-officier ou officier marinier de carrière, sous-officier ou officier marinier sous contrat, militaire du rang, personnel civil de catégorie A, B, ou C, ouvrier de l'Etat, contractuel (de droit public ou privé).

<sup>(4)</sup> indiquer : ressortissant du ministère de la défense ou personnel civil ou militaire employé par un établissement public sous tutelle du ministère de la défense (indiquer clairement le nom de l'établissement).

<sup>(5)</sup> activité ou non-activité. Si non-activité, préciser.

**2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ÉLÈVE OU L'ÉTUDIANT(E)**

NOM : ..... Prénom : .....

Date et lieu de naissance : .....

Adresse de l'élève ou de l'étudiant(e) durant sa scolarité : .....  
.....  
.....

Enfant handicapé atteint d'un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50 %

**TYPE DE FORMATIONS OU D'ÉTUDES POURSUIVIES (1) :**

Formations avant le baccalauréat

Etudes après le baccalauréat

**Indiquer le libellé exact des formations ou des études poursuivies :** .....  
.....  
.....  
.....

**3. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONCERNANT UNE DEMANDE D'AIDE À L'ÉDUCATION**

Revenu fiscal de référence (RFR) de l'avis d'impôt sur les revenus ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu (ASDIR) du demandeur, et de son concubin le cas échéant, correspondant à ses revenus de l'année N-1 (l'année N étant celle de la demande) :  
.....

Nombre de parts apprécié à la date de la demande (demandeur + conjoint ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou concubin + personnes fiscalement à charge)<sup>(6)</sup> : .....

Si le ressortissant est affecté à l'étranger, dans un DOM, une COM ou en Nouvelle-Calédonie :  
(salaire brut imposable du mois de décembre de l'année N-1 x 12) – abattement de 10 % : .....

En cas de changement de situation familiale (mariage, naissance, décès, divorce, etc.) ou si les ressources du foyer du demandeur ont significativement diminué dans l'année N (chômage du conjoint, retour d'affectation outre-mer ou à l'étranger, etc.), la situation est reconsidérée à la date du dépôt de la demande.

-----  
**CADRE RESERVÉ À L'ADMINISTRATION**

**Calcul du quotient familial : Revenu fiscal de référence : ..... euros = .....euros**  
**Nombre de parts :**

<sup>(6)</sup> chaque personne compte normalement pour une part. Le demandeur qui vit seul (veuf, séparé, divorcé ou célibataire) avec enfant(s) à charge compte lui-même pour deux parts et chaque enfant pour une part. Dans tous les cas, chaque personne handicapée, enfant ou adulte, compte pour une part et demie.

#### **4. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONCERNANT UNE DEMANDE DE PRISE EN CHARGE PARTIELLE DES INTÉRÊTS BANCAIRES**

Type de prêt	
Montant du prêt	
Durée de remboursement	
Montant des intérêts sur 12 mois	
Montant mensuel de remboursement	

#### **5. DÉCLARATION SUR L'HONNEUR**

Je soussigné(e),.....

- certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements mentionnés ci-dessus et des pièces justificatives fournies et remplir les conditions exigées pour l'octroi de la prestation sollicitée ;

- reconnais avoir été informé(e) que les informations recueillies à partir de ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'usage interne de l'action sociale, et de l'organisme chargé du paiement et dont la finalité est : la gestion et le suivi de l'accompagnement social, des demandes d'aides et de prestations d'action sociale délivrées au profit des ressortissants du ministère de la défense. La durée de conservation des informations est de deux ans après la dernière intervention effectuée au profit du ressortissant.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, je dispose d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui me concernent.

Je peux accéder aux informations me concernant en m'adressant à la direction des ressources humaines du ministère de la défense – sous-direction de l'action sociale.

Je peux également, pour des motifs légitimes, m'opposer au traitement des données me concernant ;

- sollicite le bénéfice de la prestation sus-indiquée ;

- demande le versement de la prestation éducation sur le compte bancaire suivant :

_____	_____	_____	_____
Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé

_____	_____
IBAN (Identifiant international de compte)	BIC (Identifiant international de l'établissement)

NOM et adresse de la banque : .....

.....

Fait à ....., le .....

Signature

**PIECES À JOINDRE**

<b>NATURE DU DOCUMENT</b>	<b>Aide à l'éducation</b>	<b>Prise en charge partielle des intérêts bancaires</b>
Copie du livret de famille ou certificat de vie commune ou de concubinage (ou déclaration sur l'honneur accompagnée de justificatifs de la vie commune).	<b>X</b>	<b>X</b>
Certificat de scolarité ou pièces attestant de l'inscription de l'étudiant dans un établissement scolaire ou universitaire.	<b>X</b>	<b>X</b>
Copie du dernier avis d'impôt ou du dernier avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu reçu de toutes les personnes vivant au foyer.	<b>X</b>	<b>X</b>
Relevé d'identité bancaire du compte sur lequel la prestation sera versée.	<b>X</b>	<b>X</b>
Justificatifs du logement à titre onéreux de l'enfant hors du domicile des parents (quittance de loyer, copie du bail, etc.).	<b>X</b>	
En cas de divorce ou de séparation, copie de l'extrait du jugement attestant de la garde des enfants.	<b>X</b>	<b>X</b>
Si l'enfant est orphelin de père et de mère, copie de la décision de justice attribuant sa garde au tuteur légal.	<b>X</b>	<b>X</b>
Pour le ressortissant ayant été affecté à l'étranger ou en outre-mer entre l'année N-2 et la date du dépôt de la demande, copie du dernier bulletin de rémunération de la nouvelle affectation du ressortissant en métropole et, éventuellement, celui du conjoint, du pacsé ou du concubin.	<b>X</b>	
En cas de changement de situation familiale survenant dans l'année N (mariage, naissance, décès, divorce, etc.) ou si les ressources du foyer du demandeur ont diminué (chômage du conjoint, retour d'affectation outre-mer ou à l'étranger, etc.), copie du dernier bulletin de salaire de tous les membres du foyer à la date du dépôt de la demande et justificatifs du changement.	<b>X</b>	
Copie du tableau d'amortissement du prêt en cours et justificatifs de versement des remboursements du prêt.		<b>X</b>
Copie, soit d'une décision rendue par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) portant notamment attribution d'une prestation au ressortissant assumant la charge fiscale d'un enfant handicapé, soit d'un titre tel que la carte d'invalidité.	<b>X</b>	

**Attention :**

**La prestation éducation ne peut être versée au demandeur que s'il fournit le(s) certificat(s) de scolarité de son (ses) enfant(s).**